

La pandémie met à nu le racisme systémique d'Israël

Description

Par Diana Buttu, 8 avril 2020



Des membres des communautés ultra-orthodoxes d'Israël ont largement défié les restrictions gouvernementales pour combattre la pandémie de coronavirus, mais c'est la population palestinienne qui est la plus touchée par la législation d'urgence. Ziv Koren Polaris

Assise dans ma maison à Haïfa, en quarantaine, je ne peux même empêcher de me souvenir d'une expérience passée sous le couvre-feu imposé par les Israéliens.

Il y a dix-huit ans, pendant les mois de mars et avril 2002, l'armée israélienne a envahi la Cisjordanie, en particulier la cité où je résidais à l'époque, Ramallah. Pendant des mois, nous sommes restés sous confinement alors que les tanks, les jeeps et les soldats israéliens terrorisaient nos rues et nos maisons.

Nous passions les journées à écouter le nombre de morts grimper et à nous inquiéter de ce que l'avenir nous réservait. Alors que l'action initiale avait été accueillie par une condamnation internationale, le confinement et la terreur répandue par l'armée israélienne étaient devenus « normaux ». Très peu de gens ont levé la voix contre cette punition collective des Palestiniens par Israël, et les confiscations de terres et les démolitions de maisons entreprises par l'armée qui les ont accompagnées.

Aujourd'hui n'est pas différent. Alors que le monde se focalise juste sur le « l'aplatissement des courbes » et la « distanciation sociale », tout en s'adaptant à une économie à l'arrêt et en s'inquiétant pour les personnes chères, l'occupation et le racisme systémique d'Israël continuent de guider sa politique exactement comme ils l'ont fait à travers l'histoire.

Je vis avec mes parents âgés, dont l'un a plusieurs problèmes sérieux de santé, dont des problèmes respiratoires. Comme les autres, je m'inquiète à leur sujet et, bien sûr, au sujet de mon jeune fils.

Mais je dois aussi penser à mes amis de Cisjordanie, à [la merci des caprices](#) de l'armée israélienne ainsi que de ceux [des colons incontrôlés et violents](#) vivant en territoire occupé en violation du droit international.

Je dois m'inquiéter de mes amis « en clandestinité » parce qu'Israël ne les a [jamais autorisés](#) à vivre normalement dans leur pays tout en leur donnant des cartes d'identité.

de Cisjordanie. Je me demande s'ils seront attrapés sur le chemin de l'aspic et s'ils seront autorisés à avoir un accès aux soins, si nécessaire.

Et bien sûr, je ne peux cesser de penser à Gaza, terrifiée que le coronavirus y [infecte des milliers](#) de gens et que je regarde, impuissante, le nombre de victimes monter.

Confinement sous occupation

Je trouve du réconfort dans les initiatives prises par les Palestiniens pour se soutenir mutuellement pendant cette période comme nous l'avons fait pendant d'autres périodes de fermeture et de confinement sachant que malgré tout, nous nous occuperons les uns des autres, même quand d'autres veulent nous voir disparaître.

En Cisjordanie occupée, les Palestiniens ont été mis en quarantaine pour un mois, au moment où j'ai écrit ces lignes, et écoles et commerces sont fermés. L'état d'urgence déclaré par l'Autorité palestinienne a été renouvelé pour un autre mois, les Palestiniens ne craignant pas seulement ce qui arrivera à une économie déjà dépendante et fragile, mais aussi de ce qu'une épidémie ne puisse être enrayée.

Ces peurs ne sont pas injustifiées : Israël a longtemps contrôlé le système palestinien de santé publique. Il a empêché des équipements de base, comme les appareils de radiothérapie, d'entrer non seulement à Gaza mais aussi en Cisjordanie, en dehors de Jérusalem-Est.

Et tout en restreignant l'accès aux établissements de soin en Israël, les autorités d'occupation ont aussi rendu difficile ou impossible aux Palestiniens d'obtenir des permis pour les hôpitaux relativement mieux équipés de Jérusalem-Est. Mais les Palestiniens n'ont pas seulement à craindre la perte de leur vie, un système de soins et une économie effondrés. Ils ont aussi à craindre les actions quotidiennes d'Israël en territoire occupé.

Depuis que l'état d'urgence a été déclaré, Israël a mené des arrestations de masse (emprisonnant 85 personnes, dont 10 enfants), et démolit, force des gens à démolir eux-mêmes ou saisi plus de 40 lieux de commerce ou maisons, tandis qu'on dit au monde de « rester chez soi ».

Les colons israéliens continuent leurs attaques à la fois sur les gens et sur les biens en toute impunité. Gaza reste sous blocus, alors même que le secteur de la santé y est [sur le point de s'effondrer](#) en conséquence d'un bouclage de 13 ans par Israël.

Les prisonniers palestiniens en détention israélienne sont [parmi les plus vulnérables](#).

Depuis le 15 mars, [des régulations d'urgence](#) ont accordé des pouvoirs pratiquement illimités aux autorités des prisons. Ils empêchent les prisonniers de rencontrer leurs familles ou leurs avocats et ne permettent les consultations téléphoniques que si un procès est imminent.

Pour nous qui vivons à l'intérieur des frontières d'Israël de 1948, le paysage est tout aussi sombre.

Le racisme israélien guide sa politique sur le coronavirus. Depuis le début de l'épidémie, Israël a promu une image d'«égalité» en montrant des médecins palestiniens en première ligne du traitement des patients atteints du virus pour masquer son sectarisme. Simultanément, il n'a fustigé que les Palestiniens pour ne pas «suivre les règles», au moins au début, alors même que la majorité de ceux testés positifs ce jour sont originaires des communautés religieuses juives.

Israël a émis des amendes contre des imams qui organisaient des prières tout en permettant aux synagogues de continuer leurs services sans interruption. Les mikvahs et des bains rituels sont restés ouverts jusqu'à la fin mars et les yeshivas ont continué à fonctionner longtemps après le confinement, bien que le contrôle continu des règles par certaines communautés orthodoxes pourrait bientôt y mettre un terme global.

Discrimination systématique

Plus grave encore, jusqu'au 2 avril, Israël n'avait testé pour le virus qu'environ 4000 citoyens palestiniens d'Israël. C'est le même nombre que celui des juifs israéliens testés chaque jour. Les mesures de santé publique et de sécurité étaient au début données en hébreu et parfois en russe et en anglais, mais jamais en arabe.

Des efforts pour fournir des conseils en langue arabe ont depuis été intensifiés même si l'information n'est toujours pas [transmise en temps réel](#).

Selon [un tweet](#) du 2 avril de Yousef Jabareen [universitaire et membre de la Knesset], «Seulement 117 citoyens arabes d'Israël ont été diagnostiqués contre 6211 nationaux (environ 2%) et seulement 4000 ont été testés et approximativement le nombre de citoyens juifs testés par jour. Sauf action immédiate, un désastre attend la minorité arabe».

A l'exception des hôpitaux qui existaient avant 1948, et dans les villes dont les populations sont mixtes, il n'y a pas d'hôpitaux dans les villes palestiniennes et certainement aucun [capable](#) de gérer de grandes quantités de patients atteints du coronavirus et le désastre peut être imminent.

Mais alors que les tests restent inaccessibles, le pistage ne l'est pas. Israël essaie d'utiliser les mécanismes de surveillance du Shin Bet pour repérer les patients atteints du coronavirus, une mesure [temporairement suspendue](#) grâce à l'intervention du groupe de défense des droits Adalah.

Comme toujours, c'est la société civile des citoyens palestiniens d'Israël et leurs législateurs qui ont résisté aux actions de l'État, y compris en faisant pression pour un accroissement des tests dans les villes palestiniennes, un financement accru des hôpitaux palestiniens et une demande pour mettre fin à la surveillance de l'État.

Certains peuvent croire que le coronavirus est un égalisateur et qu'il affecte Israéliens et Palestiniens de la même façon. Mais si le virus a le potentiel d'affecter tout le monde, le traitement n'est guère égalitaire.

Au contraire, c'est une discrimination systématique, l'approche suivie par Israël est de prioriser les vies juives israéliennes par rapport aux vies palestiniennes. Si le virus devait se répandre largement dans les communautés palestiniennes, les conséquences seraient désastreuses.

Pour résumer, l'approche d'Israël vis-à-vis du coronavirus est le couronnement de ses politiques historiques, racistes et coloniales et elle n'en est pas séparée.

A la suite de l'invasion de 2002 par Israël, un certain nombre de choses devinrent « normales » : les raids israéliens nocturnes, les blocus israéliens sans fin, les restrictions radicales sur les mouvements à cause de la « sécurité » et la démolition des maisons, avec à peine une protestation.

Ma crainte est qu'une fois cette menace du coronavirus passée, certaines mesures seront aussi normalisées cette fois-ci : du racisme dans les soins au fait de tenir les Palestiniens et leur système de santé en otage, la surveillance, aux démolitions de maisons et aux blocus et tout cela au nom de la « sécurité publique ».

Diana Buttu est ancienne conseillère juridique et négociatrice pour l'Organisation de la libération de la Palestine et elle est aussi conseillère politique pour [Al-Shabaka: The Palestinian Policy Network](#).

Traduction : CG pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

date créée
2020/04/10